

Déclaration sur le principe de non-ingérence

Les soussignés, soucieux des conséquences néfastes sur les relations entre les peuples algérien et suisse, que pourrait susciter l'interpellation de Monsieur Khaled Nezzar par la procureure fédérale de la Confédération helvétique :

- estiment qu'au-delà de la personne du général Nezzar, ex-ministre de la Défense nationale et co-président de la République au sein du Haut Comité d'Etat, c'est le peuple algérien qui se trouve atteint dans sa souveraineté et sa dignité ;

- rappellent que depuis le début de l'année 1991, les atteintes aux personnes et aux biens, les menaces sur l'ordre républicain perpétrées par les dirigeants, militants et adhérents du FIS, l'appel à la grève insurrectionnelle et à la désobéissance civile, l'appel à la guerre sainte par des prêches virulents, avaient pour finalité l'instauration d'un Etat théocratique ;

- constatent que suite à ces appels, les membres du FIS ont perpétré des massacres collectifs et des assassinats par dizaines de milliers, s'attaquant sans distinction aux populations civiles, aux fonctionnaires de l'Etat, aux journalistes et membres des médias audiovisuels, aux services de sécurité et aux membres de l'armée ;

- rappellent à ceux qui l'ignorent et à ceux qui 20 ans après n'en auraient plus le souvenir, que le FIS a été, successivement, le géniteur de l'AIS (Armée islamique du salut), du GIA (Groupes islamistes armés) et du GSPC (Groupes salafistes pour la prédication et le combat) qui se sont en définitive fondus dans l'AQMI (Al Qaïda au Maghreb islamique) qui perpétue ses crimes aussi bien dans les pays du Sahel qu'en Algérie ;

- considèrent qu'à la demande de la société civile, tout particulièrement du Comité national pour la sauvegarde de l'Algérie (CNSA), et suite à la réquisition des autorités légales, l'Armée nationale populaire est intervenue à partir de 1991 pour soutenir la

légitime défense de la République menacée et la démocratie déclarée impie par l'intégrisme ;

- sont persuadés que l'action des patriotes soutenus par l'ANP a évité à l'Algérie le sort tragique de l'Afghanistan ;

- déplorent que Madame la Procureure fédérale ait, a priori, donné suite à la requête de deux anciens responsables du FIS demeurant en Suisse qui, par le biais d'une «plainte pour tortures», entendent en réalité, présenter leur organisation, aujourd'hui dissoute par la justice algérienne, comme victime du gouvernement et de son armée ;

- constatent que ces plaintes, comme celles classées sans suite par le procureur près le tribunal de Paris, ont pour finalité de masquer aux yeux de l'opinion internationale les crimes de l'intégrisme islamiste dont le monde n'a réellement pris conscience qu'après le 11 septembre 2001 et ainsi se replacer sur l'échiquier politique à la faveur d'un islamisme «modéré» dont le «printemps arabe» aurait suscité l'éclosion ;

- estiment dérisoire d'attribuer un acte de torture à un ministre de la Défense alors qu'il est évident qu'en période de troubles si dépassements, violences ou même tortures il y a, ces actions, aussi inadmissibles et condamnables qu'elles soient, sont inhérentes à des situations extrêmes parfois vécues sur le terrain à l'insu de la hiérarchie, M. Nezzar ayant publiquement déclaré avoir sanctionné tous les dépassements portés à sa connaissance et en particulier les faits de torture qu'il a qualifiés comme «une salissure qu'il faudra s'employer à effacer» ;

- déclarent formellement qu'ils n'entendent pas, par la présente pétition, se substituer au général Nezzar qui sur l'honneur s'est engagé à se représenter en Suisse pour assurer sa défense, mais se sentent atteints dans leur dignité de citoyens algériens par l'intervention d'un Etat étranger dans les affaires intérieures de leur

pays lorsque sont posées des questions telles que :

- De quelle manière avez-vous participé au coup d'Etat du 11 janvier 1992 ? Ce qui laisse préjuger que l'on a déjà conclu à la réalité d'un coup d'Etat dans l'ignorance de l'article 84 de la Constitution du 23 février 1989 et des conditions de son application.

- Pouvez-vous m'expliquer quel type de décision a pu prendre le Haut Comité d'Etat ?

- Comment les décisions du HCE étaient-elles mises en œuvre jusqu'aux instances politiques du bas de l'échelle ?

- Comment les décisions de l'état-major étaient-elles mises en œuvre ?

- Considèrent de tels propos et agissements comme attentatoires à la souveraineté algérienne et au principe de non-ingérence dans les affaires intérieures d'un Etat, principe indispensable à la paix, au respect mutuel et aux bonnes relations entre les membres de la communauté internationale.

- Déclarent que les Algériens, qui ont tant souffert de la barbarie terroriste durant plus d'une décennie dans l'indifférence du monde «civilisé», sont consternés par l'approche superficielle de leur malheur, par des personnes, institutions ou Etats, ignorants des réalités du pays et prétendant s'arroger le monopole de la défense des droits humains.

- Conscients de la nécessité de préserver les relations liant les deux peuples depuis la précieuse intervention suisse aux préliminaires des Accords d'Evian, les soussignés en appellent aux responsables de l'Etat algérien pour prendre toutes mesures dictées par les circonstances et prier le gouvernement de la Confédération helvétique d'agir dans les délais opportuns, pour mettre un terme à une procédure que ne justifient ni la réalité des faits invoqués ni les principes du droit international.

Liste des signataires

1. ABBECHÉ Ahmed (ancien bâtonnier de l'Ordre national des avocats).
2. ABDEDAÏM Abdedaïm (directeur d'établissement scolaire).
3. ABELKRIM Farouk (expert-comptable).
4. ABDETRAHMANE Seddik (bâtonnier de Béjaïa).
5. ADJAL Hamid (avocat).
6. ADJAL Saïla (professeur de langues).
7. ADJAL Ahmed (bâtonnier de l'Ordre des avocats de la région de Boumerdès).
8. ALI-AMMAR Mohamed (ancien résistant, ancien ministre).
9. ALIA Djamel-Eddine (avocat).
10. ALLIK Said (président du CSA USMA, ancien président de l'USMA, ancien membre du conseil de la Ligue nationale de football).
11. ALLOUCHE Driss (professeur de droit, avocat).
12. AMARNI Kamel (journaliste).
13. AMMAR Lounis (ancien dirigeant syndicaliste, ancien résistant et membre de la Fédération de France du FLN).
14. AMRANI Hafnaoui (médecin, ancien député).
15. AIT MEHDI Tarik (directeur d'entreprise).
16. AIT OUFELLA Ramdane (journaliste).
17. AGHAMIR Mohamed (avocat).
18. ASLAOUI Leïla (ancien magistrat, ancien ministre, ancienne sénatrice).
19. BACHIR-BOUIAJRA Nouredine (professeur en chirurgie, chef de service du CHU Oran).
20. BACHIR-BOUIAJRA Mohamed (docteur d'Etat, chercheur, ancien député).
21. BENAÏDA Saïd (professeur en médecine).
22. BENBADIS Fawzia (professeur de Droit, sénatrice).
23. BENCHICOU Abdelkrim (*Le Soir d'Algérie*).
24. BENDJAZIA Chafika (juriste).
25. BENAMER Anissa (psychologue clinicienne, ancienne ministre, ancienne sénatrice).
26. BEDJAOUI Mohammed (ancien ministre de la Justice, ancien ministre des Affaires étrangères, ancien président du Conseil constitutionnel algérien, ancien président de la Cour internationale de justice de la Haye).
27. BENHABYLES Saïda (ancienne ministre, ancienne sénatrice, fondatrice de la Fédération internationale des associations des victimes du terrorisme, prix des Nations unies pour la société civile 2001).
28. BENHAMDINE Farid (pharmacien, président de la société algérienne de pharmacie).
29. BENYOUNES Amara (ancien ministre, ancien député).
30. BENYOUNES Idir (directeur de la publication du quotidien *La Dépêche de Kabylie*).
31. BENZIANE Ahmed Saïfi (professeur, enseignant à l'université).
32. BENTEBBA Mohamed (professeur, sénateur).
33. BENTOUMI Abdallah (administrateur principal, vice-président du Sénat).
34. BELGACEM Chabane (avocat, député).

35. BENKACIMI Mohamed (avocat, député).
36. BENHOCINE Kamel (directeur d'entreprise).
37. BENGUELAH Amor (avocat, ancien procureur général, ancien membre du Conseil constitutionnel).
38. BENSACI Rafik (conseiller au Conseil national économique et social, CNES).
39. BERRAF Mustapha (ancien président du Comité olympique algérien, député à l'APN).
40. BELABID Ali (architecte, enseignant universitaire).
41. BELHADJ Mostefa-Mourad (médecin, ancien sénateur).
42. BEN MANSOUR Ben Ali (ancien bâtonnier, membre de la Commission nationale de sauvegarde des droits de l'homme).
43. BOUABDALLAH Wahid (ancien PDG d'entreprise nationale, industriel).
44. BOUAKBA Saâd (journaliste).
45. BOUAMAMA Kacem Nouredine (cadre supérieur de la nation).
46. BOUGHANEM Fouad (directeur du Quotidien *Le Soir d'Algérie*).
47. BOUDJEDRA Rachid (écrivain).
48. BOUDINA Mustapha (ancien résistant, président de l'Association des résistants condamnés à mort, sénateur, membre du Parlement africain).
49. BOUGHARBAL Rachid (professeur en médecine, sénateur).
50. BOUKESSASSA Belkheir (ingénieur naval, ancien parlementaire).
51. BOUKRAA Lyes (sociologue chercheur, auteur).
52. BOUKHALFA Mohamed (sénateur, président de groupe parlementaire).
53. BOUHARA Abdelrezak (ancien résistant, ancien ministre, sénateur).
54. BOULAHIA Brahim (ancien magistrat, ancien député, sénateur).
55. BOULENOUAR Amine (avocat).
56. BOUMENDIL Mohamed Arezki (journaliste, ancien député).
57. BOUMAHROUK Hafid (député).
58. BOUMEDIENNE Tayeb (avocat, député).
59. BOURAYOU Khaled (avocat).
60. BOURBIA Salah (ancien résistant).
61. BOURGOUD Najib (enseignant universitaire).
62. BOUTAMINE Abderrahmane (avocat).
63. BOUZIDI Abdelmadjid (professeur des universités, économiste).
64. BOUZIANE Mohamed (professeur de médecine dentaire, ancien recteur).
65. BRAHIMI Miloud (avocat, membre fondateur et ancien président de la Ligue algérienne des droits de l'homme).
66. CHABANE Hakim (PDG entreprise nationale).
67. CHALLAL Arezki (opérateur économique, membre du bureau exécutif du Conseil supérieur du patronat).
68. CHALLALI Mohand (universitaire, chercheur).
69. CHAÏD Abderrahmane (ancien résistant, sénateur).
70. CHACHOUA Louisa (professeur, chef de service hôpital d'ophtalmologie à Parnet, professeur d'ophtalmologie à la faculté de médecine, membre des

Sociétés d'ophtalmologie algérienne, française et américaine, sénatrice).
71. CHAFAA Abbes (avocat, député).
72. CHENAF Rachid (directeur d'entreprise).
73. DERGHAL Abdelhafid (médecin maître-assistant en chirurgie).
74. DJEBBAR Ahmed (professeur émérite université des sciences et technologies de Lille, ancien ministre).
75. DJAKOUN Abdelwahab (directeur du quotidien *La Nouvelle République*).
76. DJAMAA Mohamed-Kamel (ancien PDG d'entreprise, retraité).
77. DJAMAA Abdelatif (médecin spécialiste).
78. DJEGHABA Mohamed (ancien résistant, ancien ministre).
79. DJELLOULI Nouredine (cadre supérieur de la nation, ancien président de l'Union nationale de la jeunesse algérienne).
80. DJEL Salah (professeur d'Université, député).
81. DJOUDI Nouredine (ancien ambassadeur).
82. DOUM Ahmed (ancien dirigeant du FLN en France 1954-1962, directeur de société).
83. DRIF-BITAT Zohra (ancienne résistante, ancienne députée de la 1^{re} Assemblée constituante, vice-présidente du Sénat, membre du comité exécutif de l'Union interparlementaire).
84. EL-HADJ Laïb (ancien député, sénateur).
85. ETTAYEB Leïla (ancienne résistante, professeur de français, ancienne ministre, sénatrice).
86. FATANI Ahmed. (directeur du quotidien *L'Expression*).
87. FETTANI Nourredine (consultant).
88. GACÉB Ahmed (ancien cadre supérieur de l'Etat, ancien président du conseil d'administration du Groupe KIPCO Algérie).
89. HALLAS Lyès (journaliste).
90. HAMADOUCHE Mehenna (directeur de la rédaction du quotidien *La Nouvelle République*, traducteur).
91. HAMADOUCHE Mohamed (cadre supérieur CNEP).
92. HAMIANI Réda (ancien ministre, président du Forum des chefs d'entreprises).
93. HAROUN Ali (ancien membre du Conseil national de la révolution algérienne, docteur en droit, ancien ministre des Droits de l'homme).
94. ISSAD Malek (directeur général de société).
95. IZAROUKEN Mohamed Arab (consultant indépendant).
96. KADEDIR Mansour (ancien magistrat).
97. KACEM Sihem (universitaire, cadre d'entreprise).
98. KARA Mostefa (professeur en médecine, chef de clinique cardiologie).
99. KASDALI Nouridine (ancien ministre).
100. KASRI Rafika (docteur en chimie, professeur à l'université, ancien recteur, sénatrice).
101. KORICHI Abdelkrim (docteur d'Etat en psychologie, professeur à l'université, sénateur).

102. KHADDA Najet (professeur des universités).
103. KHATRI Kaddour (administrateur, président de club sportif RCO).
104. KHELIL Mahi (député).
105. KHELLADI Khaled (ancien ambassadeur, ancien résistant).
106. KRIM Omar (vice-président de l'Union, bâtonnier de Mostaganem).
107. LAKHDAR Yacoub (ancien PDG d'entreprise).
108. LAZHARI Bouzid (professeur de droit, rapporteur du Comité des droits de l'homme de l'ONU à Genève).
109. LAKHDARI Azzi (avocat, député).
110. LAKHDARI Saïd (avocat, député).
111. LAKHDARI Mohamed-Lakhdar (ancien cadre syndical, ancien député).
112. LAOUFI Abdelatif (sociologue).
113. LAROUSSI Mohamed Sadek (ancien membre du Conseil constitutionnel).
114. LEMKAMI Zhor (ancienne résistante, bibliothécaire).
115. LEMKAMI Mohamed (ancien résistant, ancien vice-président de l'APN, ancien ambassadeur).
116. LOUZ Yacine (docteur en pharmacie).
117. LOUNIS OURIDA (avocate).
118. LOUNAOUCI Hamid (député et ancien ministre).
119. MAARFIA Mohamed (ancien résistant, journaliste).
120. MAKHOUKH Youcef (retraité).
121. MALEK Réda (négociateur des accords d'Evian, ancien ambassadeur, ancien ministre des Affaires étrangères, ancien chef du gouvernement).
122. MALKI Abdelkader (dirigeant syndical, ancien député, sénateur).
123. MANKOUR Maâmar (député).
124. MEBARKI Mohamed (docteur d'Etat en physique, professeur d'université, ancien recteur).
125. MEBIROUK Mahfoud (avocat, député).
126. MECHATI Mohamed (ancien résistant, membre des 22, ancien ambassadeur).
127. MEDJAHED Bachir (ancien cadre supérieur de l'Etat, analyste à l'INESG).
128. MELIANI Abdelkader (médecin).
129. MENAD Bachir (président sortant de l'Union, actuel bâtonnier de Médéa).
130. MIRA Smaïl (député).
131. MOKHTARI Lazhar (sénateur, président de la commission juridique au Conseil de la nation).
132. NEDDAF Lakhdar (DG d'entreprise).
133. NEDJOUA Mabrouk (bâtonnier d'Annaba).
134. MOKRANI Abdallah (docteur d'Etat, université de Manchester).
135. NASRI Azzouz (ancien président de la Cour suprême).
136. NAZAR Chérif (avocat, député).
137. NIBOUCHE Mohammed (pharmacien, Head of public and regulatory affairs department).
138. OKBI Abdelghani (ancien enseignant, ancien ambassadeur, ancien ministre, sénateur).
139. OUALI Rachid (avocat).
140. OUALI Djafar (directeur général de

société).
141. OUAMRANE Ramdane (dirigeant de société).
142. RACHEDI Ahmed (cinéaste et réalisateur).
143. RAMDANE Omar (ancien résistant, ancien président du Forum des chefs d'entreprises, industriel).
144. REGUIEG Tahar (bâtonnier de Tlemcen).
145. RIGHI Mustapha (psychologue, spécialiste des milieux industriels).
146. REBRAB Issad (industriel, président du groupe Cevital).
147. REKIK Salaheddine (avocat).
148. SAI Ahmed (bâtonnier de Sétif).
149. SAHLI Belkacem (professeur d'université).
150. SEDDIKI Ahmed (entrepreneur).
151. SENHADJI Kamel (professeur des universités, directeur de Recherches, Lyon-France).
152. SMAINE Abdelkader (cadre supérieur de la nation, ancien député).
153. SENOUCI Brahim (docteur d'Etat, enseignant à l'université de Cergy-Pontoise).
154. SENOUCI Bachir (Mouvement associatif de l'environnement).
155. SELINI Abdelmadjid (bâtonnier de l'Ordre des avocats d'Alger, ancien président de l'Union nationale des avocats).
156. SI-YOUCÉF Hocine (bâtonnier de Tizi Ouzou).
157. SI-YOUCÉF Mahmoud (ancien wali).
158. SI ALI Mohamed (avocat, député.)
159. SID Samir (reporter-photographe).
160. SIFI Abdelouhab (directeur d'institut).
161. TALBI Badaoui (entrepreneur).
162. TAYEB-BRAHIM Hacène (cadre d'entreprise, ancien sénateur).
163. TERBAG Nouredine (ancien parlementaire).
164. TOUALBIA Madjid (journaliste).
165. TIFOUR Ben Moussa (avocat, député).
166. TIAR Taha (ancien directeur de l'Ecole nationale d'administration, membre du Conseil constitutionnel, docteur en droit).
167. TIBAOUI Ahmed (membre du Forum des chefs d'entreprises).
168. YEKHLEF Youcef (ancien cadre supérieur de l'Etat).
169. YACHIR Naima (journaliste).
170. ZAATOUT Salah (médecin, maître-assistant en chirurgie, directeur de clinique).
171. ZAHALI Abdelkader (ancien député, sénateur).
172. ZERARI Rabah «Cdt AZZEDINE» (ancien membre du Conseil national de la révolution algérienne, sénateur, auteur).
173. ZEHAR Mohamed (pharmacien).
174. ZEGHDAR M'hamed (professeur en médecine interne, chercheur, ancien sénateur).
175. ZIANE Benattou (professeur en médecine).
176. ZITOUNI Messaoud (professeur en médecine, ancien doyen de faculté).
177. ZOUAOUI Benhamadi (journaliste).